

# DOSSIER

TÉLÉCOMMUNICATIONS :  
D'UNE ORGANISATION A L'AUTRE

# L'EXPÉRIENCE BRITANNIQUE 1876-1912

les années d'expectative

Charles R. PERRY

En Grande-Bretagne\*, le téléphone n'a jamais été le symbole d'une ère particulière. Tandis que le début de l'ère victorienne est souvent surnommé « Ère du chemin de fer », il serait tout à fait abusif de désigner la fin du règne de Victoria ou celui d'Edouard VII par l'expression « Ère du téléphone ». Il ne semble pas, en effet, que l'influence du téléphone sur la société britannique ait jamais approché celle du chemin de fer sur cette même société. Aucun auteur édouardien n'aurait pu écrire sur le téléphone comme Dickens l'a fait sur le chemin de fer dans *Dombey & Son* (1). Les historiens eux-mêmes ont méconnu son histoire, en Grande-Bretagne tout du moins. Ashworth, par exemple, dans une étude couvrant les années 1870 à 1939, ne mentionne le téléphone qu'à quatre reprises en tout et pour tout, tandis qu'il consacre des pages entières au chemin de fer (2). Court, dans ses commentaires économiques de 1870 à 1914, ne le mentionne pas une seule fois (3). Lorsque

le téléphone est mentionné ici ou là, c'est souvent sous forme d'allusions vagues au développement des communications, mêlant d'ailleurs sous ce terme téléphone, télégraphe et radio (4).

A priori, on eût légitimement pu s'attendre à ce que cet instrument reçût un meilleur accueil. Après tout, ses promesses étaient proches, d'une certaine manière, de celles du chemin de fer. Tous deux réduisent les servitudes du temps et de l'espace, réunissent les êtres chers et facilitent le commerce – en somme, rassemblent les pièces d'un puzzle social encore singulièrement éparpillé et provincial. Mon propos est d'explorer les raisons du faible développement du téléphone en Grande-Bretagne, depuis son apparition en 1876 jusqu'à sa nationalisation en 1912.

Pour aborder ce problème, l'on doit tout d'abord comprendre comment le téléphone fut accueilli en Grande-Bretagne. Bien sûr, personne ne pourra véritablement répondre définitivement à cette question. Les opinions sur l'utilité du téléphone variaient notablement d'une personne à l'autre, d'une catégorie sociale à l'autre, d'une année à l'autre. Ce que l'on peut dire, sans risque de se tromper, est que le téléphone ne passa pas inaperçu. Cette invention monopolisa d'une certaine manière l'attention, dès ses débuts et jusqu'à sa nationalisation. En septembre 1876, à peine quelques mois après que Graham Bell ait dévoilé son invention lors de la *Centennial Exhibition* de Philadelphie, sir William Thomson (le futur lord Kelvin) « présenta » le téléphone au Royaume-Uni, au cours d'une réunion de la *British Association*, à Glasgow. Thomson fut un de ses avocats les plus enthousiastes, l'appelant « de loin, la plus extraordinaire merveille de toutes les communications électriques » (5).

\* Sans pour autant les rendre responsables du produit final, je souhaiterais remercier ici, H. J. Hanham et John Clive pour leurs critiques d'une version antérieure de cet article. La recherche documentaire a été possible, en partie, grâce à deux bourses de Harvard University et Whiting Foundation.

(1) Consulter, par exemple, la description graphique de l'impact du chemin de fer dans le chapitre 6 de *Dombey & Son* de Charles Dickens.

(2) ASHWORTH, 1960.

(3) COURT, 1965.

(4) GREGG, 1965, p. 383.

(5) BALDWIN 1925, p. 14.

L'année suivante accrût encore la notoriété de l'invention, tant dans la communauté scientifique qu'auprès du public. Le *Times* consacra plusieurs articles fort documentés sur des événements liés au téléphone. En juillet, ce fut l'expérience de liaison entre le Queen's Theatre et Canterbury Hall, au sud de la Tamise (6). Les conférences de Bell soulevèrent également la curiosité du public. Après son intervention devant la *Society of Arts*, en novembre, le *Times* notait que « si l'on devait un jour prouver l'intérêt universel de ce remarquable instrument, il suffirait de se souvenir de l'attroupement, non seulement dans les halls et les escaliers de l'immeuble [de la Society of Arts], mais également à l'extérieur, jusque dans la rue » (7). Dans un style plus pragmatique, l'*Illustrated London News* donna une description très complète de l'invention de Bell « destinée à la transmission claire et distincte de paroles sur de grandes distances » (8). De tels articles familiarisèrent le profane avec le principe de base du téléphone, même si la plupart des lecteurs ne pouvait en comprendre ses aspects purement techniques. L'intérêt que la reine Victoria porta à Bell et à son représentant, le colonel W H Reynolds, en janvier 1878, contribua en-core à la popularité du téléphone. Le *Times* relata que « les festivités données en leur honneur à Osborne House se poursuivirent jusqu'à minuit, que Kate Field y chanta *Comin' Thro' the Rye* et déclama au téléphone l'épilogue de *As You Like It* de Shakespeare » (9). Tout bien considéré, le téléphone recevait l'accueil qu'il méritait.

Plus tard, on put lire dans la presse populaire des descriptions détaillées d'un central téléphonique. En décembre 1883, la *Pall Mall Gazette* décrivait ainsi une

installation quelque part sur East India Avenue, dans la City

« Tout là-haut, sur l'un des immeubles de cette rue sombre s'élève une sorte de chevalement, haute structure composée de poutrelles de fer forgé de 30 à 40 pieds de haut et 8 à 10 pieds de large, ressemblant à la partie supérieure d'un squelette de phare [ ] Cette structure est protégée par un paratonnerre, on y monte par une échelle verticale et, parvenu au dernier échelon, on contemple, au sommet de ce gigantesque perchoir, un foisonnement de câbles métalliques qui dardent de cette cage, dans toutes les directions, vers les toits noirs de la City. La plupart sont nus, d'autres sont enfermés par paquets de vingt dans des gaines. Au-dessous, sous les toits, se trouve un local où travaillent onze jeunes femmes. Les 271 câbles, qui correspondent au nombre d'abonnés de l'East India Exchange\*, regroupés en 46 faisceaux et quelques liaisons directes, descendent de l'échafaudage extérieur pour pénétrer dans d'élégants cabinets d'acajou devant lesquels les jeunes femmes sont assises. La dextérité avec laquelle celles-ci, répondant au signal donné par la chute d'une sorte de petit clapet, branchent l'interlocuteur au numéro qu'il a demandé, est particulièrement impressionnante (10) »

Le *Times* nous donne une relation similaire du Gerrard Street Exchange, central appartenant à la *National Telephone Company*, en 1908 (11). Certes, toutes les attentions dont bénéficiait le téléphone furent loin d'être positives. Beaucoup se plaignaient des fils du téléphone qui enlaidissaient la campagne et détruisaient le cachet de petites localités comme Runnymede (12). En tout cas, le téléphone ne restait pas confiné dans son mystère originel.

\* Central téléphonique

(6) *The Times*, 2 juillet 1877, p. 4

(7) *Id.*, 29 juillet 1877, p. 6

(8) *The Illustrated London News*, vol. 71 (15 décembre 1877), 581. Voir également *ibid.*, vol. 75 (15 novembre 1879), 462, 465, pour des détails sur le modèle Edison du téléphone.

(9) *The Times*, 16 janvier 1878, p. 9

(10) BALDWIN, pp. 56-57. *The Pall Mall Gazette* écrivait également que « les jeunes femmes de classe supérieure peuvent être sollicitées pour travailler dans la carrière discrète de téléphoniste, en comparaison avec celle beaucoup plus proche de la barmaid d'une employée des télégraphes »

(11) *The Times*, 8 avril 1908, p. 8

(12) *Ibid.*, 29 août 1912, p. 6, et 19 septembre 1912, p. 4. Sur les plaintes au sujet de la prolifération des lignes aériennes dans Londres, cf. *The Times*, 5 décembre 1911, p. 14

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les raisons du faible essor du téléphone de 1876 à 1912. Négligeons l'argument spécifique selon lequel les Britanniques n'auraient pas compris ou apprécié les possibilités offertes par le téléphone. L'accueil négatif d'une certaine presse vis-à-vis du téléphone fut largement commenté par de nombreux auteurs (13). En novembre 1877, par exemple, des câbles mitoyens brouillèrent une expérience de liaison téléphonique entre l'Adelphi Theatre et Fleet Street et la presse ne se priva pas d'en faire ses choux gras (14). On pourrait citer de nombreuses lettres au *Times* pour illustrer l'indifférence britannique vis-à-vis du téléphone, dont celle-ci :

« Aux Etats-Unis, avec de grandes longueurs de câbles simples et un bon climat sec, le téléphone peut être d'une certaine utilité. Mais en Angleterre, avec nos fils télégraphiques déjà surchargés, il y a peu de chances pour qu'il devienne autre chose qu'une curiosité scientifique, un télégraphe de salon, ou au mieux, une sorte de cornet acoustique électrique (15) » Pour être parfaitement équitable, échecs et succès bénéficièrent d'échos également partagés.

On pourrait citer le manque de clairvoyance de ceux qui, précisément, auraient dû réagir positivement. John Tilley, par exemple, directeur du *Post Office* dans les années qui suivirent immédiatement l'arrivée du téléphone en Grande-Bretagne – et par là même, directement impliqué dans les grandes décisions gouvernementales sur le sujet –, fut loin d'être convaincu des bienfaits du téléphone. Après avoir assisté à une démonstration, il fit part de ses impressions sur le nouvel instrument : « Les conditions étaient normales, écrit-il, et le résultat, pour autant que j'aie pu en juger, fut que je ne pus comprendre un traître mot de la communication. Le bruit, car je ne puis appeler autrement ce qui se produi-

sit, ressemblait à s'y méprendre à ce que l'on entend dans la plus mauvaise représentation de Punch et Judy\*, sans parler de la mise en œuvre qui est singulièrement compliquée et incommode (16) »

De telles réactions se manifestent à propos de toutes les inventions de quelque importance, et ces exemples de scepticisme n'étaient pas l'apanage de l'Angleterre. Mais cette hostilité ne constituait pas le seul regard ni même le regard dominant porté sur le téléphone. Dès juillet 1877, deux ans et demi avant que Tilley n'affronte le nouvel appareil, le *Times* écrivait :

« Peu d'applications scientifiques récentes ont attiré autant de curiosité que le téléphone et peu, probablement, ont suscité autant de fausses déclarations ou d'extravagances. En tout état de cause, cette invention est une des plus stupéfiantes – en fait, trop extraordinaire pour souffrir des critiques qui lui sont adressées (17) »

Le téléphone fut en réalité pris au sérieux par le *Post Office*\*. Cette administration pratiquait la communication par électricité depuis 1870, date à laquelle le télégraphe fut nationalisé. Un maillon reliant télégraphe et téléphone poussa le *Post Office* à se pencher plus avant sur ce dernier. Ce maillon était le télégraphe ABC grâce auquel il était possible d'épeler à distance des messages, sans aucune connaissance du morse ou de tout autre code. L'*Universal Private Telegraph Company* avait été fondée en 1864 dans le but d'assurer des communications locales entre particuliers. Elle fut rachetée par le gouvernement, tout comme les autres sociétés de télégraphe.

Le téléphone semblait offrir une intéressante alternative au système ABC. En mars 1877, le *Post Office* avait déjà donné des instructions à son directeur technique pour étudier les potentialités et services offerts par la nouveauté. Des études techno-

\* (N du T) Sorte de guignol londonien

(13) Voir, par exemple, le récit bien connu d'Herbert N. CASSON, *The History of the Telephone*, 1910, pp. 245 sq.

(14) *The Times*, 29 novembre 1877, p. 6

(15) *Ibid.*, 21 août 1877, p. 8

\* Postes et Télécommunications britanniques

(16) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/398, E3497/1881, Tilley à Manners, 13 janvier 1880

(17) *The Times*, 14 juillet 1877, p. 7 (Les italiques sont de nous)

logiques furent lancées aux Etats-Unis (18) On ne pensait pas à l'époque que le téléphone pourrait menacer directement le télégraphe, en particulier pour les communications à longue distance En février 1878, le ministre des Postes et Télécommunications, lord John Manners, annonçait que son ministère n'envisageait pas de remplacer le réseau télégraphique par le téléphone (19) Si l'on considère le développement rudimentaire du téléphone à l'époque, et les énormes problèmes d'amplification des sons sur de longues distances, il serait injuste de reprocher ce défaut d'anticipation

Le téléphone semblait particulièrement utile pour certaines communications d'intérêt local jusqu'alors confiées au système ABC William Preece, ingénieur en chef du *Post Office* – l'un des ingénieurs électriciens les plus brillants du pays –, remarquait « Bien que dans son état actuel le téléphone ne puisse être employé en toutes circonstances, il existe de nombreuses situations où l'instrument est parfaitement utilisable et il faut s'attendre à une demande accrue de la part des utilisateurs Mieux, je pense que cette technologie donnera lieu à d'importants développements au niveau privé (20) » Le ministère voyait le téléphone tant comme une invention pratique intéressant le public que comme une nouvelle source de revenus En outre, en complet contraste avec sa réputation de léthargie, le ministère devançait, une fois n'est pas coutume, la demande du public

Des négociations furent entamées avec le colonel Reynolds et, en décembre 1877, un accord fut conclu (21) Le *Post Office* agirait comme agent de la société Bell et louerait le téléphone au public pour le montant annuel de 5 livres sterling pour les courtes distances et 10 livres pour les longues distances En contrepartie, le mi-

nistère percevrait 40 % des sommes collectées Certes, le ministère britannique (22) ne développa pas le téléphone, au début tout du moins, mais en aucun cas le gouvernement ne le considéra comme une simple curiosité scientifique Le commentaire de Manners dans une lettre au ministre des Finances illustre les craintes qu'inspirait cet instrument

« Je pense que vous conviendrez bientôt qu'il ne s'agit pas là d'une affaire dans laquelle le *Post Office* pourrait rester indifférent En effet, si les clients d'installations télégraphiques privées demandaient à la place, à l'expiration de leur contrat, l'installation de téléphones et que leurs demandes soient rejetées, ils iraient, est-il même besoin de le dire, se jeter dans les bras d'installateurs privés, et ainsi le ministère se retrouverait avec un certain nombre de vieilles installations télégraphiques sur les bras (23) »

Le pays devint conscient des services que pouvait rendre le téléphone beaucoup plus rapidement que ce ne fut le cas pour le télégraphe Le délai entre les premières expériences et la fondation de sociétés développant et exploitant ces technologies fut beaucoup plus court dans le cas du téléphone William Fothergill Cooke fut le premier, dès 1836, à démontrer les possibilités du télégraphe dans le domaine des signalisations le long des voies ferrées (24) Ce ne fut cependant qu'en 1845 que l'*Electric Telegraph Company* fut fondée En revanche, il ne s'écoula pas deux ans entre l'exposition de Philadelphie et la fondation de la *Telephone Company* en juin 1878 De plus, les promesses du téléphone furent démultipliées par la fondation de l'*United Telephone Company* en 1879 Fusion de la *Telephone Company* et de sa rivale, l'*Edison*, l'*United* bénéficia des progrès réunis des appareils Bell et

(18) Archives du *Post Office*, réf Post 30/542, E13627/1889, minute 3013/1878

(19) *Hansard s Parliamentary Debates* [débat parlementaire], 3<sup>e</sup> série, vol 238, 58, 21 février 1878

(20) Archives du *Post Office*, réf E33372/1877, « Histoire du téléphone jusqu'en 1889 », Memorandum Preece, 19 septembre 1877

(21) Archives du *Post Office*, réf Post 30/542, E1327/1889

(22) *Ibid*, p 8

(23) Archives du *Post Office*, Réf Post « Histoire du téléphone jusqu'en 1889 », Post Office à Finances, 17 mai 1878

(24) Cf J L KIEVE, 1973, chapitre 1

Edison (25) L'Angleterre était chef de file dans la fabrication de câbles électriques et cela devait également contribuer au développement de l'industrie du téléphone (26) Au début des années 1880, le téléphone semblait avoir un avenir solide Le *Spectator* notait

« Peu d'inventions ont plus frappé l'imagination du public que le téléphone Pour les scientifiques, à n'en pas douter, ce n'est qu'une des nombreuses étapes du progrès de la télégraphie – et très certainement la plus originale Pour le grand public, la possibilité de parler à une personne se trouvant à des kilomètres semble être, somme toute, un cadeau de plus de la science [Le télégraphe cliquette en langage codé] Mais c'est une tout autre affaire que d'entendre directement la voix d'un ami, non seulement dans sa langue maternelle mais encore avec les intonations et les expressions que vous lui connaissez depuis toujours (27) »

Cependant, en 1912, les potentialités étaient loin d'être exploitées, bien que le public connaisse le téléphone et que celui-ci ait largement fourni les preuves de son utilité L'attitude sociale, les conditions économiques et les circonstances politiques auxquelles le téléphone fut confronté en Grande-Bretagne, à cette époque, firent que celui-ci ne fut jamais considéré comme une nécessité pratique mais bien plutôt comme un objet de luxe Les personnes et les organismes qui, plus tard, ne pourraient s'en passer, estimaient son usage superflu Le commissaire de police d'Exeter, par exemple, n'éprouva pas le besoin d'en avoir un avant 1901 (28), et le grand magasin londonien Harrods n'installa des cabines publiques qu'en 1908 (29) Arnold Morley, ministre des Télécommunications de 1892 à 1895, considéra le téléphone comme une simple lubie « Le gaz et l'eau

sont de véritables nécessités pour chaque citoyen de ce pays, expliquait-il en 1895 Le téléphone ne l'est pas et ne le sera jamais Il est tout à fait vain de vouloir convaincre tout un chacun de ce que le téléphone puisse, en quelque manière, bénéficier aux masses dans leur vie de tous les jours (30) » Ce point de vue n'était pas l'apanage de bureaucrates aux vues étroites plus préoccupés de petites économies que de bien-être social Le *Times* lui-même adopta une attitude comparable En 1902, le conseil municipal de Londres avait été vivement interpellé sur le maigre développement du téléphone à Londres et de ses tarifs inutilement prohibitifs Le *Times* ne partageait pas ces récriminations

« Tout bien examiné, le téléphone n'est guère l'affaire des masses C'est une commodité pour les gens aisés et un outil de travail pour ceux qui ont les moyens de se l'offrir Pour ceux qui s'en servent en permanence, il permet des économies substantielles même aux tarifs élevés actuellement pratiqués Pour ceux qui ne l'utilisent que de manière occasionnelle, c'est un luxe presque inutile Une immense majorité de la population ne s'en sert pas et ne s'en servira probablement jamais, sauf peut-être de loin en loin, à partir d'une cabine publique (31) »

Deux ans plus tard, un article dans l'*Edinburgh Review* offrait sensiblement le même point de vue (32)

Le téléphone était considéré comme un luxe superfétatoire par certains car la Grande-Bretagne possédait déjà le système de communications le plus élaboré de la planète Le succès de la campagne de Rowland Hill pour le *Penny Post*\* avait marqué un tournant dans les années 1830 et la nationalisation du télégraphe avait encore renforcé la position du *Post Office* En 1872, par exemple, on comptait

\* (N du T) Grande campagne pour la promotion du timbre à un penny

(25) HAZELWOOD, 1953, p 14

(26) ASHWORTH, p 150, sur l'industrie télégraphique

(27) *The Spectator*, vol 57, 16 août 1884, p 1068

(28) NEWTON, 1968, pp 208-209

(29) *The Times*, 6 avril 1908, p 14

(30) *Hansard's Parliamentary Debates* [débat parlementaire], 4<sup>e</sup> série, vol 31, 1<sup>er</sup> mars 1895, pp 219-220

(31) *The Times*, 14 janvier 1902, p 7

(32) *Telephones in Great-Britain* [Les téléphones en Grande-Bretagne], *Edinburgh Review*, vol 199, janvier 1904, p 73

5 000 appareils télégraphiques et plus de 35 000 kilomètres de câbles (33) En outre, le télégraphe ne pouvait être qu'un concurrent particulièrement coriace puisque subventionné par le gouvernement En 1883, le D<sup>r</sup> Charles Cameron imposa une réduction des tarifs du télégraphe contre l'avis du ministre Gladstone, les nouveaux tarifs étaient de 6 pences pour 12 mots, y compris l'adresse, plus 1/2 penny par mot supplémentaire (34) Le nombre des télégrammes grimpa de 33 millions en 1884-1885 à 50 millions en 1886-1887 (35) Pour les communications longue distance, le téléphone était plus cher que le télégraphe

Lorsque le *Post Office* prit en charge les communications interurbaines en 1896, les tarifs pour une conversation de trois minutes étaient les suivants (36)

Jusqu'à 25 miles	0 shilling, 3 pence
De 26 à 50 miles	0 s, 6 p
De 51 à 75 miles	0 s, 9 p
De 76 à 100 miles	1 s, 0 p
Par 40 miles supplémentaires ou fraction	0 s, 6 p

La conséquence fut que l'on continua à faire largement appel au télégraphe Les appels longue distance ne constituaient d'ailleurs qu'une faible proportion des appels globaux (37) L'efficacité des services postaux et télégraphiques conforta l'attitude des fonctionnaires chargés de mettre en place une politique du téléphone Pour eux, l'ancien et le nouveau système étaient fondamentalement différents En 1911, le *Post Office* tâta le terrain auprès du ministère des Finances pour voir s'il était possible d'ouvrir des centraux téléphoniques, encore peu rentables mais dont le besoin

commençait à se faire sentir Roland Wilkins répondit que « les téléphones n'étaient pas dans la même situation que les télégraphes et les bureaux de poste, certes, on ne devait pas les considérer comme des installations de luxe, mais alors que télégraphe et poste pouvaient être offerts à perte, les cabines téléphoniques devaient, en règle générale, s'autofinancer » (38)

La conviction selon laquelle tout le monde n'avait pas besoin du téléphone se manifesta dans le mode de développement de l'industrie même Le téléphone devait être utilisé de manière privilégiée seulement dans certaines zones, certains groupes ou classes de la société Son plus fort impact devait, bien sûr, se manifester dans les zones urbaines Les premiers promoteurs considéraient les villes comme leur terrain de chasse privilégié puisque les installations y étaient plus faciles que dans les zones rurales et les bénéficiaires, selon toute vraisemblance, plus rapides Le tableau 1 énumère les premières villes équipées du téléphone (39)

Le plus remarquable est que cette attitude consistant à réserver le téléphone aux villes a perduré En 1901, Michael Hicks Beach, ministre des Finances, continuait de penser que « les communications téléphoniques ne sont pas du goût des ruraux » (40) En 1913, Londres comptait plus d'un tiers des postes téléphoniques de tout le pays (41) Quelques personnes, cependant, pressentaient le besoin d'apporter le téléphone dans les moindres recoins du pays, quel que soit le prix à payer John Lamb, un expert du *Post Office*, défendit devant une commission restreinte, en 1898, la thèse selon laquelle cela pourrait être d'un grand intérêt

(33) *Historical Summaries of Post Office Services to 30th September 1906* [Abrégé historique des services des télécommunications jusqu'au 30 septembre 1906], Londres, sans date, p 53

(34) Ibid

(35) Ibid, p 54

(36) Ibid, p 66

(37) En 1912-1913, on enregistra 36 millions d'appels interurbains Rapport annuel du ministre des Postes et Télécommunications, 1912-1913, p 69

(38) Archives du *Post Office*, réf Post 30/3281, classeur 16, Réunion Télécommunications-Finances, 20 octobre 1911

(39) BALDWIN, 1925, p 119

(40) Archives du *Post Office*, C 7, Hicks Beach à A Chamberlain, 11 juin 1901

(41) Rapport annuel du ministre des Postes et Télécommunications, 1912-1913, p 69



« Dans le système postal et télégraphique, le pays est considéré comme un tout dans lequel les régions riches soutiennent les régions moins favorisées, mais si, pour ce qui concerne le téléphone, les villes riches ont l'autorisation de se doter

de centraux téléphoniques à leur seul profit, qui paiera pour le développement du téléphone dans les circonscriptions rurales ? (42) »

La question de Lamb resta sans réponse jusqu'à la nationalisation, et encore, cette

Tableau 1

### Premières villes équipées du téléphone

Villes	Sociétés	Dates probables d'ouverture
Glasgow	D. & G. Graham	Mars 1879
Londres	The Telephone Co., Ltd.	Août 1879
Londres	Edison Telephone Co.	Septembre 1879
Manchester	Lancashire Telephonic Exchange, Ltd.	Octobre 1879
Liverpool	Lancashire Telephonic Exchange, Ltd.	Octobre 1879
Sheffield	Tasker, Sons & Co.	1879
Halifax	Blakey & Emmott	1879
Birmingham	Midland Telephone Co, Ltd	Décembre 1879
Edimbourg	Scottish Telephonic Exchange, Ltd.	Octobre 1879
Belfast	Scottish Telephonic Exchange, Ltd	1880
Sunderland	United Telephone Co	1880
Bristol	-	Décembre 1879

réponse n'arriva-t-elle que très lentement. Là encore, la « philosophie » fiscale primait sur la « philosophie » technologique. Le *Post Office* pensait que, aussi longtemps que le système faisait des bénéfices, les pertes dans les zones moins peuplées étaient supportables (43). Le Trésor, lui, était beaucoup plus tâillon et insistait pour que des centraux ne soient ouverts que là où les pertes prévisionnelles n'excéderaient pas 3% (44).

Mettre l'accent sur l'usage presque exclusivement urbain du téléphone n'est pas suffisant, car il affectait les différentes classes sociales urbaines de manière très diverse. La possession d'un poste téléphonique privé était largement au-dessus des moyens des classes laborieuses. L'une des interlocutrices de madame C S Peel rapporta qu'il était « courant » d'avoir le télé-

phone au début des années 1890 (45), mais son mari gagnait à l'époque 1 500 £ sterling par an. Affirmer que le téléphone était courant chez les représentants des classes moyennes et supérieures serait pure contre-vérité. Il est extrêmement difficile d'établir des chiffres exacts déterminant la frontière entre classe laborieuse et classe moyenne, mais Laski estime que sous Edouard VII, 200 £ par an assuraient une vie plus que confortable pour une personne seule (46). Vu sous cet angle, il n'est guère étonnant que le téléphone ait été un objet de luxe pour plus d'un citoyen britannique. Il est intéressant d'examiner la situation à un niveau de revenus un peu supérieur. Prenons, par exemple, le budget d'un jeune couple vivant dans un appartement londonien avec 700 £ de revenus annuels (47). Leur budget réservait sans doute 50 £

(42) Documents parlementaires britanniques, Commission restreinte sur le Téléphone, 1898, vol 12, p 410

(43) Archives du *Post Office*, réf Post 30/3281, classeur 16, réunion Télécommunications-Finances, 20 octobre 1911

(44) Ibid, classeur 8, Finances aux Postes et Télécommunications, 4 mars 1912

(45) PEEL, 1927, pp 155-156

(46) LASKI, 1964, pp 170-171

(47) Ibid, pp 169-170

pour les économies, 80 £ pour l'habillement, 25 £ pour les assurances (vie, incendie et accident) et 20 £ 10 shillings pour le chauffage et l'électricité. En 1901, le *Post Office* et la *National Telephone Company* facturaient à leurs abonnés 17 £ par an pour un service illimité, pour un service limité, il fallait compter 6 £ 10 s pour la circonscription de Londres et 5 £ 10 s pour la banlieue (ces deux derniers tarifs comprenaient une somme forfaitaire de 1 £ 10 s d'appels à 1 ou 2 pence suivant la distance) (48). Le téléphone était donc très onéreux en comparaison d'autres biens de consommation. Lorsqu'on pouvait s'offrir les services d'une bonne à l'année pour 20 £, l'usage, même illimité, du téléphone pour 17 £ ne semblait pas donné. Incidemment, aucun des budgets étudiés par Laski ne mentionnait le téléphone, ce qui indique mieux encore le statut marginal de ce « bien de consommation » dans la société de l'époque.

Quelle fut donc l'influence du téléphone sur ceux qui pouvaient se l'offrir ? Là encore, les réponses sont multiples. Madame C. S. Peel, étudiant les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, écrivit que « le téléphone nous avait aidés à vivre plus vite et d'une manière moins formelle » (49). Sans aucun doute, le monde dut sembler s'accélérer. Mais plus surprenant encore fut très certainement l'usage limité du téléphone dans les relations sociales (50). On n'imprimait pas son numéro de téléphone sur les cartes de visite et une personne de bonne éducation n'aurait jamais accepté une invitation par le truchement de cet instrument. Selon Laski, « le téléphone, généralement situé dans un recoin du vestibule ou dans un dégagement entre le fumoir et les toilettes des hommes, servait rarement au papotage » (51). Même pour ceux qui en disposèrent à volonté, il

semble qu'ils aient eu du mal à intégrer le téléphone dans les mœurs plutôt guindées de l'époque. Le téléphone devait sembler un moyen de contact trop direct, trop brutal pour pouvoir être accepté facilement. Le terme anglais « calling »\* continua encore longtemps de signifier « visite amicale entre 15 et 18 heures » avant de vouloir dire « appeler quelqu'un au moyen du téléphone ».

Cette réticence fut en partie provoquée par le caractère importun du téléphone. Malgré sa nature consistant, par essence, à maintenir l'interlocuteur à distance (52), l'anglais moyen ne s'en servit guère ainsi avant la Première Guerre mondiale. A. H. Hastie dirigea l'Association de défense des abonnés du téléphone et fut un avocat fervent de son utilisation, mais un de ses soucis supérieurs était manifestement le respect scrupuleux de la vie privée. Il évoquait ainsi la question « [les gens] se plaignent que, lorsqu'ils sont occupés, ils sont constamment dérangés par le téléphone pour des questions triviales. Ils se plaindraient tout aussi bien de devoir se lever pour recevoir des visiteurs indésirables ou pour ouvrir à la femme de ménage » (53). Pour Hastie, la réponse allait de soi : « C'est un domestique qui doit décrocher le téléphone. Il dirigera les appels vers d'autres postes répartis dans les différentes pièces de la maison » (54).

Autre cause de réticence : la nature impersonnelle de la communication téléphonique. Dans la vie commerciale habituelle, si un employé n'était pas respectueux ni attentif aux désirs du client, ce dernier pouvait toujours en référer immédiatement à son supérieur. Si l'on se sentait trompé sur la marchandise ou sur le prix, la direction pouvait être immédiatement mise en cause et devait répondre sur l'instant. De tels recours n'étaient guère possibles pour

\* Littéralement « appel »

(48) Archives du *Post Office*, réf. Post 84, Commission de tarification du téléphone, 1920, p. 5

(49) PEEI, 1927, p. 8

(50) LASKI, 1964, p. 190

(51) Ibid.

(52) Cf. Mémo d'orientation n° 7, évaluation, MIT Telephone Technology, non publiée

(53) HASTIE, 1898, p. 894

(54) Ibid.

les usagers du téléphone. Il était difficile d'obtenir satisfaction d'une machine et les standardistes se faisaient souvent brocarder pour s'être permis des réflexions déplacées. Le *Times* « Trop de standardistes considèrent l'utilisateur du téléphone comme leur ennemi héréditaire et ont tendance à le traiter avec la plus grande désinvolture, si ce n'est avec insolence, ce qui est d'autant plus irritant qu'il ne semble pas encore exister de remède efficace à ce comportement (55) ». D'autres se plaignaient de la difficulté à récupérer leurs pièces de monnaie lorsqu'ils n'obtenaient pas la communication d'une cabine publique (56) et du désagrément extrême qu'il y avait à se voir interrompre en pleine conversation par une tierce personne (57). A maints égards, le téléphone modifia sensiblement les conventions sociales et professionnelles et, dans certains cas, cette modification fut synonyme de détérioration de la qualité des relations entre individus.

Si l'usage du téléphone dans la vie privée pouvait souvent être évité, il n'en était pas de même dans les relations professionnelles. Dès avant 1912, le téléphone avait pris une importance énorme en tant qu'outil professionnel.

Dès 1880, un correspondant du *Times* exposa un point de vue désormais banal. Il prédit qu'il permettrait « d'opérer des transactions à grande distance *de vive voix* entre différentes régions du pays, occasionnant ainsi, pour l'homme d'affaires avisé qui l'adopterait, des économies considérables en temps, en dérangement, en angoisse et par conséquent en argent » (58).

Ainsi, le milieu des affaires, plus qu'aucun autre, se battit avec ténacité pour obtenir un téléphone performant et bon marché. En février 1899, se tint une réunion à la Chambre des métiers afin d'évaluer les

besoins en matière de téléphone (59). En 1888, 1910 et 1911, des représentants des Chambres de commerce manifestèrent leur mécontentement au sujet de l'état déplorable du téléphone, en Grande-Bretagne (60). Des sociétés n'hésitèrent pas à porter leur mécontentement à la connaissance du public. Citons, pour mémoire, deux lettres ouvertes, l'une de la société Thomas Goode & Sons sur l'incapacité de la *National Telephone Company* de rétablir rapidement les liaisons après une tempête de neige, en 1900, et l'autre de David C. Pinkney & Co sur les deux heures nécessaires pour obtenir une communication de Londres à Bristol (61). Les hommes d'affaires de Liverpool, de leur côté, exigèrent de faire entendre leur voix dans les décisions politiques dans ce domaine (62).

Le monde professionnel était d'autant plus amer que ce n'était pas la seule faiblesse de l'économie britannique. Les premières années du téléphone en Grande-Bretagne coïncidèrent avec le déclin de sa suprématie industrielle face aux États-Unis et à l'Allemagne. Les lamentations de l'époque sur le téléphone se font, en réalité, l'écho d'une perte de vitesse plus globale. Dès 1882, le *Times* publia des statistiques indiquant l'état du téléphone dans le pays (63), à Chicago, on comptait un poste pour 200 habitants tandis qu'à Londres, la proportion était d'un poste pour 3 000. En 1890, *The Economist* posait la question « Quel espoir avons-nous d'approcher les normes en vigueur sur le continent ? » (64). Un correspondant du *Times*, en 1906 « Il est grand temps que nos méthodes médiévales de conduite des affaires laissent place à des pratiques plus modernes. Aux États-Unis et en Allemagne, elles ne seraient pas tolérées et nous ne voyons pas clairement pour quelles raisons les Britan-

(55) *The Times*, 27 décembre 1905, p. 7

(56) *Ibid.*, 27 juillet 1908, p. 17

(57) *Ibid.*, 27 décembre 1905, p. 7

(58) *Ibid.*, 24 janvier 1880, p. 10

(59) *Ibid.*, 2 février 1899, p. 10

(60) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/603, E4522/1892, Post 30/1616, E29062/1908 ; Post 30/22231, E6813/1912

(61) *The Times*, 15 février 1900, p. 8, *ibid.*, 6 juin 1906, p. 3

(62) *Ibid.*, 14 juillet 1911, p. 7

(63) *Ibid.*, 1<sup>er</sup> décembre 1882, p. 3

(64) *The Economist*, vol. 48, 1<sup>er</sup> juillet 1890, p. 889

niques devraient souffrir de telles avanies. Les affaires sont suffisamment difficiles ces temps-ci, avec la sévère concurrence étrangère, pour ne pas avoir en plus à subir l'impardonnable stupidité des règlements de la *National Telephone Company* et du *Post Office* (65) » Les doléances des professionnels ne furent pas pour autant satisfaites par les nationalisations. En 1914, C S Goldman se plaignait que le système téléphonique « n'ait guère progressé de la moitié de ce que l'on eût été en droit d'espérer si seulement le *Post Office* avait pris ses responsabilités vis-à-vis des entreprises (66) »

Dans quel état le téléphone britannique était-il exactement ? Déplorable, en effet, en termes de rapport entre le nombre de postes et le nombre d'habitants (voir tableau 2) (67). Les demandes d'installations n'émanaient que des entreprises et des nantis et encore le système ne permettait-il pas de les satisfaire toutes. Lors de l'assemblée annuelle de 1904, le directeur général de la *National Telephone Company* déclara que 3 300 Londoniens attendaient d'être branchés et qu'en province ce nombre s'élevait à 7 700 (68). En 1914, deux ans après la nationalisation, le délai moyen pour équiper un nouvel abonné variait de 18,5 jours à Londres à 51 jours à Birmingham (69). Il est impossible de savoir combien de clients potentiels, découragés par de tels délais, renoncèrent à remplir leur formulaire d'abonnement. L'opinion la plus répandue, à l'époque, était que la nation avait purement et simplement raté un rendez-vous avec une invention géniale. Comme l'écrivait la *Quarterly Review* « Par consensus national, semble-t-il, nous nous sommes dotés du plus mauvais réseau téléphonique de tout le monde civilisé (70) »

Cet état de fait s'explique en grande partie par la situation politico-économique

au sein de laquelle évolua le téléphone. Son développement fut largement handicapé par les discussions inextricables sur ce que devrait ou ne devrait pas être la structure de son industrie. En 1881, *The Electrician* disait « Il est absolument évident pour nous que le téléphone relève du monopole (71) » Pour les partenaires directement concernés – sociétés privées, le *Post Office*, le Trésor et les différentes municipalités – l'évidence était loin d'être aussi évidente. La concurrence était considérée par certains comme le meilleur moyen d'assurer un service efficace et bon marché tandis que les partisans du monopole ne s'entendaient plus sur l'instance de tutelle. Devrait-elle être privée ou publique ? Si elle était publique devrait-elle être sous direction nationale ou locale ? L'impuissance à parvenir à tout accord minimum empêcha le téléphone de se développer normalement et interdit, d'une certaine manière, de profiter de ses bienfaits potentiels (72). Plus paradoxal encore si le téléphone avait été une invention moins utile et moins populaire, les luttes occasionnées par son développement eussent sans aucun doute été beaucoup moins âpres et bien moins longues.

Parmi les instances concernées, le *Post Office* fut probablement la plus critiquée

Tableau 2

Proportion Téléphone/Population		
Année	Nombre de postes	% de la population
1890	45.000	0,12
1895	99 000	0,25
1900	210.000	0,51
1905	438 000	1,02
1910	663.000	1,48
1915	818 000	1,85

(65) *The Times*, 6 juin 1906, p. 3

(66) *Hansard's Parliamentary Debates* 5<sup>e</sup> série, vol. 64, 3 juillet 1914, p. 770

(67) Documents parlementaires britanniques, Commission restreinte sur le Téléphone, 1921, vol. 7, p. 302

(68) *The Economist*, vol. 62, 26 mars 1904, p. 524

(69) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/3112, Classeur 7

(70) Leonard DARWIN, in *Quarterly Review*, vol. 205 (1906), p. 434

(71) *The Electrician*, 8 janvier 1881, coupure in Archives du *Post Office*, réf. Post 30/603, E13267/1889

(72) Cf. Mémo d'orientation n°14, évaluation, MIT Telephone Technology

pour la lenteur avec laquelle la Grande-Bretagne s'équipa en téléphone. Il est notoire que cette administration voyait dans le nouveau venu une menace pour son réseau télégraphique et, en conséquence, elle ralentit délibérément l'essor du concurrent potentiel. Le *Post Office* fit valoir son monopole sur les communications électriques, qu'il avait reçu en 1869, pour avoir la haute main sur les sociétés de téléphone privées (73). Il percevait 10 % sur les recettes de ces sociétés (74). Les circonscriptions des centraux téléphoniques furent limitées pour laisser au seul télégraphe la longue distance. La réputation du *Post Office* souffrit énormément de telles décisions. Le commentaire suivant, paru dans un numéro du *Spectator* de 1884, correspondait à une opinion répandue : « Il semble que le New-Yorkais moyen se sente aussi désemparé sans son téléphone que l'Anglais sans son timbre d'un penny. Etant déjà la population la plus "épistolaire" du monde, il est fort vraisemblable qu'en l'absence des désastreux effets du monopole d'Etat, nous eussions pu être également la nation la plus bavarde, téléphoniquement parlant s'entend (75) ».

Mais la situation est beaucoup plus complexe et n'est pas seulement affaire d'incompétence gouvernementale ni d'ingérence dans l'initiative privée. Tandis que le *Post Office* s'inquiétait surtout de l'impact du téléphone sur le chiffre d'affaires du télégraphe, cette position ne dictait pas entièrement sa politique vis-à-vis du téléphone. Des gens, au *Post Office*, défendaient l'idée que le téléphone serait mieux géré par l'Etat. Ces personnes ne voyaient pas pour autant le téléphone dans chaque foyer et n'imaginaient pas que ses tarifs puissent être subventionnés. Comme le dit un ministre des Télécommunications : « C'est une politique de dupe que de pratiquer des tarifs bas, si le résultat est un ser-

vice lent et peu fiable. Les deux réseaux – interurbain et local – doivent être portés au plus haut niveau de rapidité et de fiabilité (76) ».

S. A. Blackwood, secrétaire d'Etat de 1880 à 1893, pensait que l'Etat devait entrer en concurrence avec l'industrie privée. A ce sujet, il écrivait : « Il existe de fortes présomptions pour penser que l'objectif premier des compagnies privées n'est pas la satisfaction, efficace et durable, des besoins du public, mais plutôt l'établissement d'un système qui inciterait le gouvernement à racheter l'ensemble. Tous les efforts possibles sont entrepris pour donner à leur affaire l'apparence de la prospérité en équipant des entreprises qui ne leur ont rien demandé et en leur offrant une année de communications gratuites (77) ».

Il proposa que le *Post Office* achète 5 000 téléphones à Frederick A. Gower, propriétaire de son propre brevet. Il serait ainsi aisé de battre en brèche la concurrence. Toutefois, le *Post Office* ne pouvait prendre une telle décision sans l'accord du Trésor. Celui-ci, soucieux de bonne et saine gestion, hésita à s'engager dans un système étatisé. Malgré l'accord donné au *Post Office* pour l'établissement d'un réseau téléphonique, il ne fut mis en place que dans le but d'amener les compagnies téléphoniques existantes à résipiscence et à collaborer avec le gouvernement dans l'établissement de procédures d'agrément (78).

Tout au long des années qui précédèrent la nationalisation, le *Post Office*, étant juge et partie, se trouva plusieurs fois dans une position particulièrement inconfortable face au téléphone. En mars 1881, par exemple, des problèmes surgirent lorsque la *National Provincial Telephone Company* soumissionna pour une licence d'exploitation dans les Midlands, le Yorkshire, l'Ecosse et l'Irlande. Le *Post Office* exploitait déjà un réseau télégraphique ABC à Newcastle, Leeds, Bradford et dans plu-

(73) KIEVE, 1973, pp. 158-159.

(74) Cf. ci-dessous pour détails.

(75) *The Spectator*, vol. 57, 6 septembre 1884, p. 1167.

(76) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/2223, E6813/1912. Le ministre des Postes et Télécommunications était Herbert SAMUEL.

(77) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/542, E13267/1889, BLACKWOOD à FAWCETT, 10 décembre 1880.

(78) *Ibid.*, Finances aux Postes et Télécommunications, 16 décembre 1880.

sieurs villes d'Ecosse et qu'il était d'ailleurs en train de convertir en téléphone. Comment l'administration devait-elle répondre à la menace d'invasion de son propre territoire ? La réponse proposée par Blackwood indique que le ministère des Télécommunications était désireux, plus que ne semblaient le dire ses détracteurs, de trouver des solutions pour satisfaire à la fois l'industrie privée et le public. La formule suggérée était simple (79). Là où le ministère possédait un central, toute demande du secteur privé resterait lettre morte. Là où une compagnie privée avait déjà un central, le ministère s'abstiendrait d'exploitation et refuserait à toute autre société privée de nouvelle licence. Là où aucun central n'existait encore, « il faudrait procéder à une consultation en bonne et due forme afin de savoir si la population préférerait avoir affaire au secteur public ou au secteur privé, et répondre en conséquence (80) ». Une fois de plus, le Trésor, tranchant en faveur de l'entreprise privée, rejeta la solution Blackwood (81).

La structure de l'industrie téléphonique était encore loin de sa forme définitive. En 1882, la *London Globe Telephone Company* se porta candidate dans la capitale où opérait déjà la *United Telephone Company*. Naturellement, cette dernière s'opposa à l'arrivée de tout concurrent. La décision fut prise par Henry Fawcett, ministre des Postes et Télécommunications de l'époque, qui était par ailleurs l'un des plus brillants économistes de l'ère victorienne et grand partisan de la libre entreprise (82). Opposé à la thèse de Blackwood – une compagnie par zone – Fawcett opta pour la concurrence, non seulement entre opérateurs privés mais également

entre privés et Etat (83).

Le ministère des Finances ne voyait aucune objection à la libre concurrence entre entreprises privées mais était beaucoup moins confiant dans les possibilités du *Post Office* à croiser le fer efficacement avec les entreprises privées (84). Comme l'écrivait Leonard Courtney, du Trésor, « nous aurons d'inévitables difficultés à examiner toute nouvelle proposition de dépenses de votre part dans un district où les risques de concurrence seront importants » (85). En bref, le Trésor ne donnait pas cher de la lutte de l'Etat contre le privé. Ce doute n'aurait jamais fait surface si le plan original de Blackwood avait été adopté. On peut dire qu'aux yeux du Trésor l'idée que l'Etat puisse se lancer dans le jeu trivial de la concurrence lui apparaissait presque comme une obscénité. Fawcett considérait la promotion et la publicité comme essentielles pour la construction d'un service de télécommunications solide. Pourtant, deux fois en 1882, le Trésor objecta que ces procédés n'étaient pas dignes du service public et refusa les fonds nécessaires (86). Les gens du Trésor étaient, à ce sujet, bornés au point de suggérer le relèvement des tarifs pratiqués pour décourager les futures demandes d'abonnements (87).

Le *Post Office* continua, une année durant, à demander des fonds pour la constitution d'un corps de démarcheurs et pour la promotion du téléphone d'Etat mais le Trésor ne plia pas, refusant la charge d'une « véritable armée » de nouveaux salariés (88). Il est surprenant de constater à quel point les attitudes idéologiques influencèrent le développement du téléphone en Grande-Bretagne. La pusillanimité du Tré-

(79) Ibid., BLACKWOOD à FAWCETT, 4 mars 1881.

(80) Ibid.

(81) Ibid., Finances aux Postes et Télécommunications, 3 mai 1881.

(82) Cf., par exemple, *Modern Socialism* de FAWCETT, in *Essays and Lectures [Essais et Conférences]*, Londres, 1872.

(83) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/542, E13267/1889, FAWCETT à PATEY, 4 juillet 1882.

(84) Ibid., Finances aux Postes et Télécommunications, 17 juillet 1882.

(85) Ibid.

(86) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/603, E4522/1892, Finances au ministre des Postes et Télécommunications, 24 juillet 1882.

(87) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/542, E13267/1884, Finances aux Postes et Télécommunications, 11 novembre 1882.

(88) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/603, E4522/1892, Finances au ministre des Postes et Télécommunications, 25 juin 1883.

sor fut, à l'époque, parfaitement exprimée par un de ses fonctionnaires « Le principe prévalant dans l'esprit de ces messieurs du Cabinet est que l'Etat, eu égard aux opérations ne relevant pas expressément de son ressort, devrait tout au plus être prêt à soutenir, mais certainement pas à se mêler ni se substituer à l'entreprise privée, et qu'une attitude assez simple mais fort utile dans ce domaine consiste à ne pas aller au devant d'éventuelles demandes (89) »

Le *Post Office*, de son côté, estimait qu'une demande potentielle existait bel et bien et que la prospection contribuerait à la matérialiser (90)

Rien n'y fit L'administration ne pouvait compter sur le Trésor public Au printemps 1884, la politique du *Post Office* subissait des critiques croissantes Le développement du téléphone à cette époque peut se résumer par quelques chiffres Le nombre total des abonnés s'élevait à 748 pour 17 villes, tandis que le principal concurrent privé, l'*United Telephone Company*, comptait plus de 10 600 abonnés dans 66 villes (91) La libre concurrence ne s'avérait pas probante, les grosses sociétés tendant à absorber les nouvelles venues au fur et à mesure de leur apparition L'*United Telephone Company*, par exemple, racheta la *London-Globe* en juin 1884

Au début de la décennie 1880, le public critiqua injustement le *Post Office* pour sa politique de restriction de développement du téléphone La réticence à laisser les compagnies privées installer leurs propres réseaux et la décision de limiter l'aire opérationnelle des centraux téléphoniques furent considérées comme un complot du *Post Office* Le *Manchester Guardian*, qui avait soutenu la nationalisation du télégraphe, s'opposait désormais avec véhémence à tout système de téléphone national

(92) Le *Times* dénonçait « la pusillanimité des responsables tremblant de voir le téléphone se développer aux dépens du télégraphe et ainsi, par la diminution des recettes du susdit, d'attirer une fois de plus l'attention sur le marché de dupes qu'avait constitué le rachat par l'Etat des compagnies de télégraphe » (93) (Ces sociétés, évaluées à l'origine à 2,4 millions de livres sterling, avaient été rachetées pour une somme supérieure à 5,8 millions de livres )

Ces critiques eurent deux conséquences Au sein même du *Post Office*, un clivage s'opéra quant à la politique à adopter Blackwood, creusant son désaccord avec Fawcett, continua de plaider pour une politique plus agressive vis-à-vis des compagnies privées et du Trésor et contre l'abandon progressif des privilèges du *Post Office* (notamment l'obligation d'achat des postes téléphoniques aux sociétés agréées) Il fit remarquer que l'initiative privée ne satisfaisait pas la demande publique et que « Exeter, Falmouth, Limerick, Waterford et West Hartlepool n'auraient toujours pas de central téléphonique si l'on s'en était remis à la seule initiative privée (94) » Blackwood reprochait à l'*United Telephone Company* de rechercher surtout les profits immédiats (95) Le point de vue de Blackwood était soutenu par W H Preece et John Lamb, tous deux partisans de la première heure du téléphone Preece et Lamb suggérèrent que la meilleure solution serait de nationaliser purement et simplement ce secteur (96) Fawcett s'y opposa énergiquement (97) Pour lui, la nationalisation était une mauvaise solution car le gouvernement serait contraint d'acquiescer à prix d'or des brevets n'ayant alors que sept années de validité De plus, la plupart des connexions privées étant éta-

(89) Ibid

(90) Ibid

(91) *The Manchester Guardian*, 30 juin 1884, coupure in Archives du *Post Office*, réf Post 30/542, E13267/1889

(92) Ibid

(93) *The Times*, 13 juin 1884, p 9

(94) Archives du *Post Office*, réf Post 30/603, E4522/1892, BLACKWOOD à FAWCETT, 7 février 1884

(95) Ibid

(96) Archives du *Post Office*, réf Post 30/542, E13267/1889, W H PREECE à FAWCETT, 18 février 1884, *Histoire du Téléphone, 1879-1913*, memorandum LAMB du 22 mai 1884

(97) Ibid, FAWCETT aux Finances, 28 juillet 1884

blies hors-sol, le gouvernement serait tenu, dès l'achat conclu, de les enterrer

La seconde conséquence est la décision de Fawcett d'abolir certaines restrictions du *Post Office*, objets des critiques les plus vives. Il se positionna en fait de plus en plus sur une ligne politique de laisser-faire. Les limitations de territoire des centraux téléphoniques furent rapportées, permettant ainsi aux compagnies privées de construire leurs propres réseaux longue-distance. En outre, l'obligation d'achat des postes téléphoniques auprès de compagnies agréées fut abandonnée. En échange de ces concessions, le *Post Office* percevrait un droit de 10 % sur les recettes des compagnies. De nouvelles licences devant arriver à échéance en 1911 allaient être accordées, avec la possibilité, pour le gouvernement, de les nationaliser en 1890, 1897 ou 1904.

Cette politique fut un désastre. Le public n'était pas satisfait des services offerts par l'*United Telephone Company* et ses filiales. Compte tenu de leur mainmise sur les brevets, ils auraient dû être à même de fournir un service impeccable. Ce qui fut loin d'être le cas. L'*Electrician* attaqua très durement les compagnies privées : « En dépit de toutes les mises en garde les compagnies de téléphone s'obstinent dans leur course à tombeau ouvert, sans autre principe, semble-t-il, que la frénésie du moment présent et l'échéance des assemblées d'actionnaires. Leurs réseaux aériens ont pris des proportions qui constituent un danger pour le public ainsi que, sur le plan esthétique, une honte pour la nation. L'appareillage est disparate et certainement loin d'être le meilleur, au point que les usagers se trouvent souvent devant un appareil qu'ils ne savent par quel bout prendre. Les avantages tirés de l'utilisation croissante du téléphone sont indéniables mais tout cela a poussé en tous sens, d'une

manière totalement anarchique. Ces compagnies privées ont mis sur pied le plus mauvais système possible, voué d'ailleurs, sans aucun doute, à l'échec (98) »

Après 1884, la déception du public continua de croître. Entre 1885 et 1887, l'opinion publique fut de plus en plus unanime en faveur de la nationalisation sous l'égide du *Post Office*. En 1886 et de nouveau en 1887, la *Convention of Royal and Parliamentary Burghs of Scotland*\* fit une pétition dans ce sens auprès du ministre des Télécommunications (99). En 1888, l'*Associated Chambers of Commerce*\* vota dans le même sens, réclamant un réseau téléphonique national (100). Le duc de Marlborough, qui s'intéressait beaucoup au téléphone et qui fut plus tard un des promoteurs de la *New Telephone Company*, fit la même suggestion à la Chambre des Lords, en 1889. L'argument de Marlborough était que le *Post Office* avait à son crédit la réussite indéniable de son réseau télégraphique et d'autre part la « surface » nécessaire à une exploitation à grande échelle du téléphone : « L'Etat, disait-il, est à lui seul capable d'entreprendre ce réseau, de le développer et de l'exploiter. Ce fut sur ce principe que le *Post Office* se chargea de mettre en place un réseau de distribution de colis, et l'on sait avec quel succès et quelle efficacité (101) ». *The Economist* lui-même plaida pour la création d'un monopole d'Etat (102).

En 1889, la *National Telephone Company* fut fondée par l'Etat à partir de l'*United*, de la *National* et de la *Lancashire and Cheshire*. Toutefois, les objectifs de la nouvelle société étaient toujours de tirer le maximum de profits avant la fin des licences d'exploitation. Un responsable de l'entreprise avoua même, devant une commission parlementaire, que la compagnie n'entendait plus investir après 1904, afin de rentabiliser au maximum les installa-

\* Conseil des villes écossaises

(98) *The Electrician*, 20 octobre 1883, cité par BALDWIN in *History of the Telephone*, p. 568

\* Union des Chambres de commerce

(99) Archives du *Post Office*, réf. Post 30/542, E13267/1889, pétitions des 17 mai 1886 et 27 avril 1887

(100) CLAPHAM, 1938, vol 3, p. 392

(101) *Hansard s Parliamentary Debates*, 3<sup>e</sup> série, vol. 337, 4 juillet 1889, p. 1432

(102) *The Economist*, vol 46, 12 mai 1888, p. 593



tions existantes (103) Comme l'indique le tableau 3, la *National Telephone Company*

réalisa en effet de très beaux chiffres d'exploitation (104)

Tableau 3

Résultats financiers de la *National Telephone Company* (en livres)

Années	Recettes	Royalties payées au <i>Post Office</i>	Recettes nettes	Investissements	Résultats nets
1890	380 075	30 493	349 581	157 590	191 991
1895	819 034	74 674	744 360	424 164	320 195
1900	1 432 696	140 074	1 292 621	808 180	484 441
1905	2 212 358	206 455	2 005 903	1 275 161	730 742
1910	3 422 423	329 494	3 092 928	1 987 356	1 105 572

Le mécontentement du public donna une fois de plus au *Post Office* l'occasion de proposer la nationalisation (105) mais le Trésor refusa, argumentant que « ces messieurs du ministère ne sont pas prêts à se lancer dans une nouvelle aventure, d'ailleurs gigantesque, et dont les développements sont largement au-delà de leurs capacités de prévision (106) » Un responsable du *Post Office*, exaspéré par cette attitude, répliqua « Les capacités de prévision de ces messieurs du ministère sont extrêmement limitées. Il semble, en effet, qu'elles ne leur permettent de voir guère plus loin que le bout de leur nez (107) »

Dans les années 1890, deux demi-mesures semblèrent apporter une certaine amélioration au réseau téléphonique. La première fut la décision de nationaliser les communications interurbaines. On pensait que si le gouvernement exploitait les communications longue-distance, cela inciterait peut-être la *National Telephone Company* à ouvrir des réseaux locaux dans les zones considérées jusque-là comme non

rentables (108). Le rachat d'environ 48 000 kilomètres de lignes fut conclu en mars 1896, par le gouvernement, pour la somme de 459 114 livres sterling (109). Toutefois, pour partie, le raisonnement ayant présidé à la nationalisation du réseau interurbain impliquait un retour à la politique d'avant 1884 – un seul réseau par zone – favorisant, d'une certaine manière, l'établissement d'une pléiade de petits monopoles privés. Comme G. H. Murray, du ministère des Finances, le fit remarquer, l'accord établirait « un partenariat de fait entre le *Post Office* et la *National Company*. La Compagnie limitera son activité à différents centraux locaux tandis que le *Post Office* se chargera de les relier entre eux (110) »

Une vive opposition accueillit cette perspective. Les décennies 1880 et 1890 constituèrent les années clés de ce que A. L. Lowell appela le « petit commerce municipal » (111). La ville de Birmingham était montée la première à l'assaut des industries privées telles que le gaz, l'électricité et les

(103) Ibid., vol. 62, 26 mars 1904, p. 524

(104) BALDWIN, 1925, p. 657

(105) Archives du *Post Office*, caisse 1, H. C. RAIKES à W. H. SMITH, 18 février 1890

(106) Archives du *Post Office*, liasse R, classeur 70, Finances aux Postes et Télécommunications, 27 juin 1890

(107) Archives du *Post Office*, *Politique en matière de téléphone - 1879-1898*, mémorandum S. A. BLACKWOOD, 4 décembre 1890

(108) Archives du *Post Office*, liasse F, classeur 17, mémorandum FERGUSON, 21 janvier 1892

(109) Archives du *Post Office*, liasse N, classeur 33A, mémorandum J. C. LAMB, 15 février 1898

(110) Archives Générales, TI/8982A, 17448, mémorandum G. H. MURRAY, 4 décembre 1895

(111) A. L. LOWELL, *The Government of England [La conduite de l'Angleterre]*, New York, 1908, vol. 2, chapitre 44

### Politique de tarification

En Grande-Bretagne, c'est paradoxalement le poids du lobby des patrons qui a probablement entravé la diffusion et le développement ultérieurs du téléphone. Les entreprises étaient acquises au principe du tarif forfaitaire – une somme unique quel que soit le nombre d'appels. Cette tarification favorisait bien évidemment les gros utilisateurs. Dès 1892, W E L Gaine proposa la mise en place d'un tarif modulé mais les patrons lui manifestèrent une telle hostilité que le projet fut abandonné.

Comme le fit remarquer F G C Baldwin, les gros utilisateurs se moquaient totalement des avantages qu'aurait pu retirer la collectivité de l'adoption généralisée du tarif modulé et du nombre accru d'abonnés qui en eut découlé. L'argument selon lequel les coûts d'exploitation étaient beaucoup plus élevés que les tarifs pratiqués et que la différence était en réalité payée par les petits utilisateurs, qui payaient beaucoup plus que leur trafic téléphonique réel ne le justifiait, n'eut aucune influence sur leur position (112).

La structure tarifaire ne fut pas définitivement fixée avant 1915 (113), date à laquelle le *Post Office* s'employa à démanteler le système de tarification forfaitaire en relevant ses prix et en facturant les communications professionnelles plus chers que les communications privées.

Tableau 4

### Essor de l'industrie téléphonique en Grande-Bretagne, 1890-1920 (Nombre de téléphones)

	Post Office	National Telephone Company	Guernesey	Hull	Autres municipalités	Total
1890	5 000	40 000	-	-	-	45 000
1895	7 000	92 000	-	-	-	99 000
1900	8 800	200 200	1 000	-	-	210 000
1905	54 100	362 500	1 400	1 900	18 100 (114)	438 000
1910	121 000	534 000	1 900	3 100	2 500 (115)	663 000
1915	804 500	-	2 100	11 400		818 000
1920	970 000	-	2 600	13 200		986 000

Source : Documents parlementaires, Commission restreinte sur le Téléphone, 1921, vol 7, p 302

(112) BALDWIN, 1925, p 607

(113) Archives du *Post Office*, réf Post 84, rapport de la Commission de tarification du téléphone, 1920, pp 5-6

(114)

Glasgow	12 300
Portsmouth	2 500
Brighton	1 900
Swansea	1 400
	<u>18 100</u>

(115) Portsmouth

tramways Il semblait dès lors assez logique que le téléphone attirât l'attention des partisans du bien public Glasgow en tête, les municipalités commencèrent à envisager la mise sur pied de leur propre réseau téléphonique, concurrençant ainsi directement ceux de la *National Telephone Company* La *National Telephone Company* redoutait plus que tout ce type d'initiatives car il serait dès lors possible aux municipalités de lui « mettre des bâtons dans les roues » en refusant, sous des prétextes divers, certains travaux d'extension Dans le gouvernement, il n'y avait aucun consensus sur l'attitude à adopter Certains, comme Lamb, du *Post Office*, soutenaient que le téléphone constituait un monopole *de jure* et que la concurrence mènerait à d'inutiles complications D'autres, comme Murray, du Trésor, pensaient trouver là un moyen de pression sur la *National Telephone Company* et la contraindre à offrir un meilleur service Murray était, en outre, un chaud partisan de la concurrence municipale, notamment parce qu'elle ne coûterait rien au ministère des Finances Il présenta d'ailleurs les choses avec la plus grande franchise « S'ils [les municipalités] ont envie de jeter leur argent par les fenêtres, je ne vois pas pourquoi nous nous y opposerions (116) »

Malgré un arrêté gouvernemental de juin 1899 autorisant les municipalités à collecter les fonds nécessaires à l'installation de centraux téléphoniques, l'espoir d'une amélioration du service par la concurrence municipale fut largement déçu Sur les 1 334 municipalités potentielles concernées, 56 seulement s'informèrent auprès du gouvernement (117) Sur ces 56 municipalités, 13 seulement demandèrent l'octroi d'une licence d'exploitation Sur ces 13, 6 seulement ouvrirent effectivement un central (118), et sur ces 6, une seule (Hull) put se vanter d'avoir réalisé une bonne opération Le manque d'intérêt des municipalités indique une fois de plus que le téléphone n'était pas considéré par la société en géné-

ral comme un élément important Avec le recul, on perçoit la parenthèse des centraux municipaux comme un écran de fumée qui ne fit que légèrement retarder l'option apparemment incontournable du réseau unique sous la houlette du *Post Office* Cette prise de pouvoir se fit par étapes successives En 1901, le *Post Office* et la *National Telephone Company* tombèrent d'accord pour un rachat par l'Etat, fin 1911, des installations londoniennes de la NTC, hors fonds de commerce En 1905, les deux parties étendirent l'accord à tout le pays (119), et la politique suggérée par Preece et Lamb, dès 1884, fut finalement acceptée Le cercle se referma en 1912 lorsque le *Post Office* acheta la *National Telephone Company* proprement dite pour la somme de 12,5 millions de livres sterling

Ce bref résumé de l'histoire du téléphone en Grande-Bretagne avant sa nationalisation peut aider à se souvenir qu'une invention – ou une idée – majeure se développe rarement dans l'indifférence Les conditions préexistantes, les points de vue conjoncturels et les préjugés eurent plus d'importance dans le développement initial du téléphone que les services qu'il pouvait offrir L'inextricable imbroglio entourant la responsabilité de son exploitation détourna l'attention du public de ses bienfaits intrinsèques Un observateur de l'époque écrivait « Les difficultés financières et administratives sont bien plus importantes que les difficultés techniques, la technologie du téléphone est désormais solide et cohérente et ne pose plus de problème majeur En revanche, son développement dans le pays est principalement une question d'investissements et son efficacité est surtout affaire de saine organisation (120) »

Avant 1912, aucun de ces aspects logistiques n'était au rendez-vous Ni la *National Telephone Company* ni le *Post Office* ne disposaient des fonds suffisants pour sauter le pas financier décisif L'incessant

(116) Archives Générales, TI/9133B/4495C, G H MURRAY à J C LAMB, 27 janvier 1896

(117) Ibid, 27 décembre 1905, p 7

(118) Ibid

(119) Archives du *Post Office*, réf Post 30/1216, E13364/1905

(120) *The Times*, 21 août 1907, p 8

*pas de cleric* – libre concurrence, monopole privé, contrôle de l'interurbain par l'Etat, concurrence municipale, nationalisation – entrava la mise en place d'une organisation efficace et instilla le doute dans l'esprit du public. Après 1901, la *National Telephone Company* possédait un monopole de fait sur les quartiers est de Londres tandis que le *Post Office* exerçait son monopole sur les quartiers ouest, et les deux organismes étaient en concurrence ouverte dans le centre.

En 1905, le *Times* écrivait « En réalité,

l'important est de tirer le maximum d'avantages [du téléphone] et, à l'instar de tous les autres outils que nous offre la civilisation moderne, d'en être les maîtres et non les esclaves (121) » En Grande-Bretagne, durant ces années d'expectative, le téléphone ne réussit à être ni l'un ni l'autre.

*Traduit de l'anglais  
par Jean-Jacques SCHAKMUNDES*

(121) Archives du *Post Office*, C 7, mémorandum non signé, juin 1911

---

## RÉFÉRENCES

---

ASHWORTH, William, *Une histoire économique de l'Angleterre*, Londres, 1960

BALDWINN, F G C , *The History of the Telephone in the United Kingdom*, Londres, 1925

CASSON, Herbert N , *The History of the Telephone*, Chicago, 1910

CLAPHAM, J H *An Economic History of Modern Britain*, New York, 1938, vol 3

COURT, W H B , *British Economic History 1870-1914*, Cambridge, Angleterre, 1965

GREGG, Pauline, *Modern Britain A Social and Economic History since 1760*, New York, 1965

HASTIE, A H , *The Telephone Tangle and the Way to Untie It*, in *The Fortnightly Review*, vol 70, 1898

HAZELWOOD, A , Le téléphone nationalisé en Grande-Bretagne in *Oxford Economic Papers*, nouvelle série, vol 5, 1953

KIEVE, J L , *The Electric Telegraph*, Newton Abbott, Angleterre, 1973

LASKI, Margharita, *Domestic Life in Edwardian England 1901-1904*, Simon Nowell-Smith, Londres, 1964

NEWTON, Robert, *Victorian Exeter 1837-1914*, Leicester, Angleterre, 1968

PEEL, C S , *A Hundred Wonderful Years Social and Domestic Life 1820-1920*, New York, 1927